

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1954 [S - C - 2003/09413]

**22 AVRIL 2003. — Loi complétant l'article 1410, § 2, du Code judiciaire**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.**Art. 2.** L'article 1410, § 2, du Code judiciaire, modifié par les lois des 1<sup>er</sup> avril et 27 juin 1962, 12 mai 1971, 7 août 1974, 14 janvier 1993, 22 février 1998, 18 mars et 24 décembre 1999 et 22 mars 2001, est complété comme suit :

« 10° les indemnités, provisionnelles ou non, afférentes à des prothèses, à des dispositifs médicaux et à des implants. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 22 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Note

*Session ordinaire 2000-2001*

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi n° 50-0929/1 du 3 novembre 2000 déposée par Mme Schaulvliege.*Session ordinaire 2002-2003*

N° 2 : Rapport du 26 février 2003 fait par Mme Moerman.

N° 3 : Texte adopté par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales parlementaires.* — Discussion : séance du 13 mars 2003. — Adoption : séance du 13 mars 2003.

Sénat

*Documents parlementaires* — N° 2-1538/1 : projet non évoqué par le Sénat.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1954 [S - C - 2003/09413]

**22 APRIL 2003. — Wet tot aanvulling van artikel 1410, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.**Art. 2.** Artikel 1410, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 april en 27 juni 1962, 12 mei 1971, 7 augustus 1974, 14 januari 1993, 22 februari 1998, 18 maart en 24 december 1999 en 22 maart 2001, wordt aangevuld als volgt :

« 10° de al dan niet provisionele vergoedingen voor prothesen, medische hulpmiddelen en implantaten. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 22 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota

*Gewone zitting 2000-2001*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire Bescheiden.* — Wetsvoorstel nr. 50-0929/1 van 3 november 2000 van Mevr. Schaulvliege.*Gewone zitting 2002-2003*

Nr. 2 : Verslag van 26 februari 2003 uitgebracht door Mevr. Moerman.

Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking : Vergadering van 13 maart 2003. — Aanneming : Vergadering van 13 maart 2003.

Senaat

*Parlementaire Bescheiden.* — Nr. 2-1538/1 : ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 1955 [C - 2003/11266]

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal  
relatif aux prestations qui mettent en cause  
l'indépendance du commissaire**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal que nous avons l'honneur de Vous soumettre est pris en exécution de l'article 133, alinéa 9, du Code des sociétés, tel que modifié par la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition (*Moniteur belge*, 22 août 2002, édition 2).FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 1955 [C - 2003/11266]

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
betreffende de prestaties die de onafhankelijkheid  
van de commissaris in het gedrang brengen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit dat wij de eer hebben U voor te leggen is genomen tot uitvoering van artikel 133, negende lid van het Wetboek van vennootschappen, zoals gewijzigd door de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen (*Belgisch Staatsblad*, 22 augustus 2002, editie 2).

Il convient d'inscrire le présent arrêté royal dans l'important débat sur l'indépendance des commissaires qui a été mené ces dernières années au niveau international tant par les autorités politiques que les autorités de surveillance ou les organisations professionnelles.

Les autorités politiques belges ont entamé le débat en matière de « Corporate governance » bien avant les cas ayant défrayés la chronique, que ce soit en Belgique ou aux Etats-Unis, en mettant sur pied, dès 1999, une Commission gouvernementale présidée par le Professeur De Grauwe. Le rapport De Grauwe ainsi que les diverses propositions du Conseil supérieur des professions économiques ont permis d'aboutir à la loi, dite de « Corporate governance », adoptée le 2 août 2002.

La SEC (Securities and Exchange Commission), autorité de surveillance pour les marchés financiers américains, qui est responsable de la protection des investisseurs et assure l'intégrité des marchés boursiers, a, tout au long de l'année 2000, mené d'importants travaux sur le sujet. La SEC a adopté le 21 novembre 2000 de nouvelles règles en matière d'indépendance des auditeurs applicables aux sociétés cotées, « Auditor independence requirements ». Le champ d'application de ces règles est limité dans la mesure où la compétence de la SEC se limite aux sociétés cotées. Comme mentionné ci-après, le législateur américain est également intervenu en la matière. La réglementation que celui-ci a adoptée impose à la SEC de mettre en œuvre de nouvelles dispositions. Le processus de régulation en la matière est dès lors en plein développement aux Etats-Unis.

Le Parlement américain a adopté, le 25 juillet 2002, le Sarbanes-Oxley Act. Ce texte légal permet de poursuivre pénalement le « principal executive officer » et le « principal financial officer » d'une société lorsqu'ils approuvent la publication d'informations financières relatives à la société dont ils savent que celles-ci ne correspondent pas à la réalité. La destruction de documents et la fraude sont également sévèrement punies. Cette législation comporte aussi des dispositions relatives à l'instauration d'une commission indépendante, chargée d'exercer le contrôle des sociétés cotées en bourse par l'intermédiaire de « public accounting firms ». Cette commission a notamment le pouvoir d'établir une liste des « public accounting firms », des normes relatives à l'indépendance, au contrôle de qualité, au contrôle des comptes, aux principes éthiques (entre-temps adoptés en janvier 2003), d'effectuer des enquêtes sur les « public accounting firms » et, le cas échéant, d'infliger des sanctions disciplinaires. Le texte légal américain comprend également un certain nombre de services que les « public accounting firms » ou une personne ayant des liens avec celles-ci ne peuvent pas fournir à la société contrôlée.

La Commission européenne a également été très active en la matière en créant le « Committee on Auditing ». Les activités de ce Comité ont constitué la base d'une recommandation de la Commission européenne du 16 mai 2002, publiée au *Journal officiel des CE* le 19 juillet 2002. La Belgique est représentée au sein de ce Comité par un représentant du ministre de l'Economie. Une délégation du Conseil supérieur des Professions économiques et de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises participe également aux réunions du comité. Tous les Etats membres envoient une délégation dont la composition est hétérogène. Certains pays envoient des représentants de la profession, d'autres des représentants des services publics, tandis que d'autres encore, dont la Belgique, envoient à la fois des représentants de la profession et des représentants des autorités de tutelle.

Il convient de tenir compte en l'occurrence des développements au niveau international. Le Ministre des Finances l'a par ailleurs confirmé dans une réponse à une question parlementaire posée par M. Georges LENSSEN sur « le point de vue de la Commission bancaire et financière concernant les réviseurs d'entreprises » (n° 2837), où l'on pouvait lire ce qui suit :

« L'avant-projet de loi sur le corporate governance a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat et au Conseil supérieur des Professions économiques qui devront bien évidemment tenir compte des développements actuels aux niveaux européen et américain. »

L'importance de ce contexte international a également été soulignée par le Conseil supérieur des Professions économiques dans son avis du 19 février 2001 sur l'avant-projet de loi portant modification du Code des sociétés et de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Dit koninklijk besluit dient te worden gesitueerd binnen het belangrijk debat inzake de onafhankelijkheid van de commissaris dat de laatste jaren op internationaal niveau werd gevoerd zowel door de beleids- en toezichhoudende overheden als de beroepsorganisaties.

Door de oprichting in 1999 van een Regeringscommissie, voorgezeten door professor Paul De Grauwe, heeft de Belgische beleidsoverheid het debat inzake « Corporate Governance » reeds aangesneden, lang voor sprake was van bepaalde gevallen, hetzij Belgische hetzij Amerikaanse. Het rapport De Grauwe alsook de verschillende voorstellen van de Hoge Raad voor de economische beroepen hebben geleid tot de wet van 2 augustus 2002, gemeenzaam de wet « Corporate Governance » genoemd.

De SEC (Securities and Exchange Commission), toezichhoudende overheid van de Amerikaanse financiële markten, die verantwoordelijk is voor de bescherming van de investeerders en de integriteit van de beursmarkt verzekert, heeft in de loop van het jaar 2000, belangrijke werkzaamheden rond dit thema verricht. De SEC heeft op 21 november 2000 nieuwe regels aangenomen betreffende de onafhankelijkheid van de commissaris, « Auditor independence requirements ». Deze regels zijn slechts van toepassing in de mate dat de bevoegdheid van de SEC zich uitstrekt tot de genoteerde vennootschappen. Ook de Amerikaanse wetgever is, zoals hierna wordt toegelicht, terzake opgetreden. De regelgeving die door haar werd uitgevaardigd noopt de SEC om nieuwe maatregelen uit te werken. Het reguleringsproces is derhalve in de Verenigde Staten in volle ontwikkeling.

Het Amerikaanse parlement heeft op 25 juli 2002 de Sarbanes-Oxley Act goedgekeurd. De « principal executive officer » en de « principal financial officer » van een vennootschap kunnen luidens deze wet strafrechtelijk worden vervolgd wanneer zij instemmen met de openbaarmaking van financiële informatie over de vennootschap waarvan zij weten dat deze niet overeenstemt met de werkelijkheid. Ook het vernietigen van documenten en fraude worden streng bestraft. Deze wetgeving bevat ook bepalingen omtrent het inrichten van een onafhankelijke commissie die moet toezien op de controle door « public accounting firms » van genoteerde vennootschappen. Tot de bevoegdheid van deze commissie behoort onder meer het opstellen van een lijst van « public accounting firms », van normen omtrent onafhankelijkheid, kwaliteitscontrole, audit, ethische principes (ondertussen in januari 2003 goedgekeurd), de « public accounting firms » onderzoeken en desgevallend disciplinaire sancties opleggen. Tevens bevat de wet een aantal diensten die de « public accounting firms » of een hiermee verbonden persoon niet mag verrichten ten gunste van de gecontroleerde vennootschap.

De Europese Commissie was, middels de oprichting van het « Committee on Auditing » eveneens op dit domein actief. De werkzaamheden van dit comité vormden de basis van een aanbeveling van de Europese Commissie van 16 mei 2002, in het *Europese Publicatieblad* op 19 juli 2002 bekendgemaakt. België is in de schoot van dit comité vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van de minister van Economie. Tevens neemt een delegatie van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan de vergaderingen van het comité deel. Alle lidstaten vaardigen een delegatie af. De samenstelling van deze delegaties is heterogeen. Voor bepaalde landen zetelen vertegenwoordigers van het beroep, voor andere vertegenwoordigers van overheidsdiensten, terwijl voor een derde categorie landen, waaronder België, zowel vertegenwoordigers van het beroep als van toezichhoudende overheden deelnemen.

Het past om ter zake met de ontwikkelingen op internationaal niveau rekening te houden. Dit werd ook bevestigd door de Minister van Financiën in een antwoord op een parlementaire vraag vanwege de heer Georges LENSSEN over « het standpunt van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen aangaande de bedrijfsrevisoren » (nr. 2837), die ter zake stelde :

« Het voorontwerp van corporate governance-wet is voor advies bij de Raad van State en bij de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, die uiteraard rekening zullen moeten houden met de huidige ontwikkelingen op Europees en Amerikaans niveau. »

Het belang van deze internationale context werd eveneens benadrukt door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen in zijn advies van 19 februari 2001 omtrent het voorontwerp van wet houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.

Dans son avis, la majorité des membres du Conseil supérieur des Professions économiques insiste sur le fait que l'arrêté royal devrait permettre, dans un environnement aussi ouvert que l'économie belge, de tenir compte des nombreux développements au niveau européen et dans de nombreux autres pays.

Pour ces raisons, les dispositions du présent arrêté royal s'appuient sur la recommandation européenne du 16 mai 2002 relative à l'indépendance du contrôleur légal des comptes. Celle-ci s'applique tant aux sociétés cotées qu'aux sociétés non cotées. Cette recommandation contient les principes fondamentaux d'indépendance du contrôleur légal des comptes à appliquer de manière harmonisée au sein des Etats membres de l'Union européenne.

La recommandation européenne contient, en son considérant (15), la disposition selon laquelle la Commission européenne évaluera le respect de cette recommandation par les Etats membres dans les trois ans à dater de l'adoption de celle-ci, si la recommandation n'entraîne pas l'harmonisation souhaitée. Le présent arrêté royal reprend en droit belge, et dans les limites des compétences accordées par le législateur, une partie de la recommandation de la Commission européenne. Son contenu est conforme aux avis du Conseil supérieur des Professions économiques et de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ci-dessous, on trouvera des éclaircissements par article.

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> prévoit la modification de l'intitulé d'un livre de l'arrêté royal du 30 janvier 2001.

#### Article 2

L'article 2 du présent arrêté royal insère les articles 183bis à sexies dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

Etant donné que le présent arrêté ne concerne que le commissaire et que toutes les dispositions relatives aux obligations du commissaire sont insérées dans le Code des sociétés et dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, les nouvelles dispositions relatives à l'indépendance sont incorporées dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001.

Dans la législation actuelle, en particulier le Code des sociétés, la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises contiennent un nombre important de dispositions que le réviseur, et partant le commissaire, doit respecter dans l'exercice de son mandat. Il ressort du nouvel article 183bis proposé que ces dispositions, qui, jusqu'à présent, ont joué un rôle primordial en ce qui concerne la sauvegarde de l'indépendance du réviseur, restent entièrement en vigueur.

#### Insertion d'un article 183bis dans l'arrêté du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés

Le texte proposé confirme que les dispositions contenues dans le Code des sociétés, dans la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et dans l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises, restent d'application.

Le texte précise que l'article 183ter contient la liste des prestations qui portent atteinte à l'indépendance du commissaire au sens de l'article 133, alinéa 9 du Code des sociétés.

Chaque infraction à ces dispositions constitue dès lors une atteinte à l'indépendance du commissaire.

#### Insertion d'un article 183ter dans l'arrêté précité

Cet article contient un certain nombre de situations et de prestations qui portent atteinte à l'indépendance du commissaire.

On se réfère explicitement aux articles 3, 7bis et 8 de la loi du 22 juillet 1953, qui comprennent les dispositions suivantes applicables aux réviseurs d'entreprises. Ces dispositions restent d'application. Les réviseurs d'entreprises, entre autre, ne peuvent pas :

— s'engager dans un contrat de travail, sauf auprès d'un autre réviseur d'entreprises;

— exercer des activités commerciales ou des fonctions d'administrateur ou de gérant de sociétés commerciales ou de sociétés à forme commerciale autres que professionnelles et interprofessionnelles sauf lorsque ces fonctions leur sont confiées par un tribunal;

In dit advies, benadrukt de meerderheid van de leden van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen het feit dat het koninklijk besluit, in een dergelijke open omgeving als de Belgische economie, rekening zou moeten houden met de talrijke ontwikkelingen op Europees vlak en in vele andere landen.

Om deze redenen steunen de bepalingen van dit koninklijk besluit in belangrijke mate op de Europese aanbeveling van 16 mei 2002 betreffende de onafhankelijkheid van de met de wettelijke controle belaste accountant in de EU. Deze is van toepassing op zowel beursgenoteerde als niet-beursgenoteerde vennootschappen. De aanbeveling bevat de fundamentele principes inzake de onafhankelijkheid van de wettelijke controleur van de jaarrekeningen, die op geharmoniseerde wijze toegepast moeten worden in de lidstaten van de Europese Unie.

De Europese aanbeveling bevat in overweging (15) de bepaling volgens dewelke de Europese Commissie drie jaar na de vaststelling van deze aanbeveling de naleving ervan door de lid-Staten zal onderzoeken indien de aanbeveling niet tot de gewenste harmonisatie leidt. Dit koninklijk besluit is de weergave in Belgisch recht, binnen de bevoegdheid die door de wetgever werd verleend, van een deel van de aanbeveling van de Europese Commissie. Inhoudelijk komt het overeen met de adviezen van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Hierna volgt enige toelichting per artikel.

#### Artikel 1

Artikel 1 voorziet in de wijzigingen van het opschrift van een boek van het koninklijk besluit van 30 januari 2001.

#### Artikel 2

Artikel 2 van dit besluit voegt de artikels 183bis tot sexies in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen in.

Gelet op het feit dat dit besluit enkel de commissaris betreft en dat alle bepalingen betreffende de verplichtingen van de commissaris ingevoegd zijn in het Wetboek van vennootschappen en in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, zijn de nieuwe regels betreffende de onafhankelijkheid geïncorporeerd in het koninklijk besluit van 30 januari 2001.

Onder het huidige recht bevatten het Wetboek van vennootschappen, de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren en het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van bedrijfsrevisoren een belangrijk aantal bepalingen die de revisor en aldus ook de commissaris bij de uitoefening van zijn mandaat moet in acht nemen. Het nieuwe artikel 183bis maakt duidelijk dat deze richtlijnen en verbodsbepalingen, die tot op heden de voornaamste rol vervulden bij het waarborgen van de onafhankelijkheid van de revisor, onverminderd van kracht blijven.

#### Invoeging van een artikel 183bis in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen

De voorgestelde tekst bevestigt dat de bepalingen die vervat zijn in het Wetboek van vennootschappen, in de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren en in het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van bedrijfsrevisoren van toepassing blijven.

De tekst bepaalt dat artikel 183ter de lijst bevat van prestaties die de onafhankelijkheid van de commissaris in de zin van artikel 133, lid 9 van het Wetboek van vennootschappen aantasten.

Iedere overtreding van deze bepalingen doet dan ook afbreuk aan de onafhankelijkheid van de commissaris.

#### Invoeging van een artikel 183ter in het voornoemde koninklijk besluit

Dit artikel bevat een aantal situaties en prestaties die een inbreuk uitmaken op de onafhankelijkheid van de commissaris.

Men verwijst uitdrukkelijk naar de artikelen 3, 7bis en 8 van de wet van 22 juli 1953, die de volgende bepalingen van toepassing op de bedrijfsrevisor, bevat. Deze bepalingen blijven gelden. Het is een bedrijfsrevisor onder meer niet toegelaten om :

— zich te verbinden door een arbeidsovereenkomst, behoudens bij een andere bedrijfsrevisor;

— een commercieel bedrijf of een taak van bestuurder of zaakvoerder uit te oefenen in een handelsvennootschap of in een vennootschap die de vorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen met uitsluiting van de professionele en interprofessionele vennootschappen, tenzij de taak hem werd opgedragen door een rechtbank;

— exercer dans les liens de subordination une fonction rémunérée par l'Etat, les régions, les communautés, les provinces, les communes, les agglomérations et fédérations de communes, ou par un service public qui dépend de ces personnes morales de droit public;

— exercer des activités incompatibles avec la dignité ou l'indépendance de leur fonction.

Les trois premiers points ci-dessus ne s'appliquent pas aux fonctions exercées dans l'enseignement.

Les articles 4 à 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises contiennent également des dispositions en matière d'indépendance du réviseur d'entreprises, auxquelles il est renvoyé. Le présent arrêté royal ne porte pas préjudice aux dispositions actuelles, qui restent d'application.

L'article 183ter contient une série de prestations qui portent atteinte à l'indépendance du commissaire. La liste de ces prestations interdites ne s'étend bien sûr pas aux missions confiées par la loi au commissaire. Ces prestations sont décrites dans la recommandation européenne et constituent, en principe et pour autant que le cadre réglementaire belge ne soit pas plus étendu, un résumé de cette recommandation (voir partie B du titre 7 relatif aux services autres que l'audit). Sans préjudice de l'application des alinéas 5 et 6 de l'article 133 du Code des sociétés, cette liste s'applique, en particulier, en cas de procédure spéciale adoptée lorsque la rémunération de ces prestations, qui ne sont pas fournies conformément à la loi, est supérieure à la rémunération allouée à la mission révisorale. Le commissaire ne peut se déclarer indépendant lorsque lui-même ou une personne avec laquelle il a conclu un contrat de travail ou avec laquelle il se trouve, sous l'angle professionnel, dans des liens de collaboration, ou les sociétés ou personnes avec lesquelles le commissaire est lié au sens de l'article 11 (ci-après défini comme personne de son réseau) effectue une prestation spécifique. Cette nouvelle réglementation vise plus particulièrement à éviter qu'une des personnes citées ci-dessus ne remplisse les prestations visées ci-après :

*1° prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée*

La menace pour l'indépendance due à l'auto-révision est considérée comme trop élevée pour autoriser la prestation de services, autres que ceux liés à la mission de contrôle légal, lorsque cette prestation implique la participation du commissaire ou d'une personne de son réseau à la décision ou au processus décisionnel de la société ou d'une personne du réseau de celle-ci. Dans ces conditions, si le commissaire ou une personne de son réseau se propose de fournir des services, autres que le contrôle des comptes, à une société contrôlée ou à une personne du réseau de celle-ci, le commissaire doit s'assurer que lui-même ou une personne de son réseau ne prenne aucune décision, ni ne prenne part au processus décisionnel de la société ou d'une personne du réseau de celle-ci.

Cette formulation a une portée générale et inclut également les interventions directes ou indirectes dans les décisions ou le processus décisionnel qui ont lieu après délivrance d'une procuracion particulière ou générale, à d'autres personnes que celles qui sont autorisées, au sein de la société, à prendre la décision conformément aux dispositions générales.

La notion de « décision en matière de gestion » ne porte pas préjudice aux compétences décisionnelles confiées par le Code des sociétés au commissaire, notamment la compétence du commissaire de convoquer l'assemblée générale dans les cas prévus par le Code des sociétés.

*2° assiste ou participe à la préparation ou à la tenue des livres comptables ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société contrôlée*

La participation du commissaire ou d'une personne de son réseau à l'établissement des documents comptables ou des comptes annuels du client contrôlé ou d'une personne de son réseau entraîne une menace potentielle d'auto-révision. Cette menace d'auto-révision est toujours considérée comme étant trop élevée si on devait autoriser une participation au processus d'établissement des comptes.

— in ondergeschikt verband een betrekking uit te oefenen bezoldigd door de Staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten of door een openbare dienst die afhangt van deze publiekrechtelijke rechtspersoon;

— een werkzaamheid uit te oefenen die onverenigbaar is met de waardigheid en onafhankelijkheid van zijn taak.

De eerste drie hierboven beschreven punten slaan niet op de functies uitgeoefend in het onderwijs.

De artikelen 4 tot 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van bedrijfsrevisoren, bevatten eveneens bepalingen wat betreft de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor waarnaar wordt verwezen. Het huidige koninklijk besluit doet geen afbreuk aan die bepalingen, die van toepassing blijven.

Artikel 183ter bevat een aantal werkzaamheden die afbreuk doen aan de onafhankelijkheid van de commissaris. De lijst van deze verboden prestaties wordt natuurlijk niet uitgebreid tot de opdrachten die de wet de commissaris toekent. Deze diensten zijn beschreven in de Europese aanbeveling en vormen in beginsel, en voorzover het Belgisch reglementair kader niet reeds verder reikt, een samenvatting van deze aanbeveling (zie deel B titel 7 betreffende de niet-controlediensten). Deze lijst geldt, in het bijzonder, onverminderd de toepassing van lid 5 en 6 van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen waar een bijzondere procedure is vastgesteld in geval van vergoeding voor deze diensten die niet krachtens de wet worden verstrekt, de vergoeding voor de revisorale opdracht overtreft. De commissaris kan zich niet onafhankelijk verklaren indien hijzelf of een persoon met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten of met wie hij beroepshalve in samenwerkingsverband staat of door een met de commissaris verbonden vennootschap of de met de commissaris verbonden vennootschappen of personen zoals bepaald in artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen (hierna vermeld als iemand uit zijn netwerk) een welbepaalde taak vervult. Deze nieuwe regeling is er in het bijzonder op gericht om te vermijden dat een van de hierboven vernoemde personen de hiernavolgende taken vervult :

*1° in de gecontroleerde vennootschap een beslissing neemt of in de besluitvorming tussenkomt*

De uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid wordt te groot geacht wanneer zou worden toegestaan dat niet-controlediensten worden verleend waarbij de commissaris of iemand uit zijn netwerk aan het beslissings- of besluitvormingsproces van de vennootschap of iemand uit haar netwerk deelneemt. Wanneer de commissaris of iemand uit zijn netwerk bijgevolg voornemens is niet-controlediensten aan een gecontroleerde vennootschap of iemand uit haar netwerk te verlenen, moet de commissaris er zorg voor dragen dat hijzelf dan wel iemand uit zijn netwerk geen enkele beslissing neemt en evenmin deelneemt aan de besluitvorming van de vennootschap of iemand uit haar netwerk.

Deze formulering heeft een algemene strekking en omvat eveneens rechtstreekse en onrechtstreekse tussenkomsten in het beslissings- of besluitvormingsproces die plaatsvinden nadat een bijzondere of algemene volmacht werd verstrekt aan andere personen dan diegenen die binnen de vennootschap luidens de algemene bepalingen gerechtigd zijn de beslissing te treffen of het besluit te nemen.

De notie « beslissing met betrekking tot het bestuur » doet geen afbreuk aan de bevoegdheden inzake het nemen van beslissingen toegekend door het Wetboek van vennootschappen aan de commissaris, meer bepaald de bevoegdheid van de commissaris om de algemene vergadering der aandeelhouders bijeen te roepen in de gevallen die door het Wetboek van vennootschappen zijn bepaald.

*2° bijstand verleent of deelneemt aan de voorbereiding of het voeren van de boekhouding of aan de opstelling van de jaarrekening of van de geconsolideerde jaarrekening van de gecontroleerde vennootschap*

Er is een uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid wanneer de commissaris of iemand uit zijn netwerk meewerkt aan de opstelling van de boekhoudbescheiden of jaarrekening van de gecontroleerde cliënt of iemand uit haar netwerk. Er wordt van uitgegaan dat de uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid steeds te groot is wanneer zou worden toegestaan aan het opstellingsproces mee te werken.

Le commissaire ou une personne de son réseau ne peut intervenir à aucun stade du processus d'établissement des comptes. Le commissaire, qui détecte des insuffisances dans les données comptables du client contrôlé, prendra les mesures qui s'imposent, conformément aux normes applicables en la matière. Ce travail fait partie intégrante du mandat du contrôleur légal des comptes. La responsabilité de la présentation des comptes annuels échoit toujours au client contrôlé. Cette disposition est reprise dans le Code des sociétés et dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises.

Cette interdiction ne vise pas la réalisation de tâches d'ordre exclusivement techniques ou mécaniques.

*3° élabore, développe, met en œuvre ou gère des systèmes technologiques d'information financière dans la société contrôlée*

La mission de contrôle légal comprend la vérification des systèmes informatiques (logiciels et équipements) utilisés par le client pour produire l'information financière qui peut avoir une influence matérielle sur l'image fidèle des comptes.

Si un commissaire ou une personne de son réseau participe à l'établissement, au développement ou à la mise en œuvre d'un tel système technologique d'informations financières (FITS), il peut en découler une menace de l'indépendance due à l'auto-révision.

*4° réalise des évaluations d'éléments repris dans les comptes annuels de la société contrôlée, au cas où celles-ci constituent un élément important des comptes annuels*

Aux termes de la recommandation européenne, l'évaluation du risque lié à la prestation de ce service s'effectue comme suit. Une évaluation comprend la production d'hypothèses concernant les évolutions futures, l'application de certaines méthodologies et techniques, et la combinaison des deux en vue du calcul d'une valeur ou d'une série de valeurs, que ce soit pour un élément d'actif, de passif ou une activité dans son ensemble. Les hypothèses sous-jacentes peuvent concerner des interprétations du présent ou des prévisions pour l'avenir, prévisions qui portent à la fois sur les évolutions générales et sur les conséquences de certaines actions qui ont été engagées ou sont projetées par le client ou une personne de son réseau. Il existe une menace d'auto-révision chaque fois qu'un commissaire ou une personne de son réseau fournit au client des services d'évaluation qui supposent l'élaboration d'évaluations pour des éléments qui seront incorporés dans les états financiers du client. Ainsi, la menace d'auto-révision est considérée comme trop importante pour que la prestation de services d'évaluation soit autorisée dans les cas où elle suppose l'évaluation d'éléments qui sont d'une importance significative au regard des comptes annuels.

Le comité d'avis et de contrôle doit, le cas échéant, juger, au cas par cas, si un élément doit être considéré comme un élément important des comptes annuels. Il est en effet difficile de fixer a priori des critères adéquats. Il incombe au comité de rendre un avis à ce propos. L'estimation doit s'effectuer en partant des comptes annuels statutaires.

*5° participe à la fonction d'audit interne*

Des risques d'auto-révision peuvent apparaître par exemple s'il n'y a pas une séparation claire entre la gestion et le contrôle de l'audit interne et les activités d'audit interne elles-mêmes ou si l'évaluation par le commissaire ou une personne de son réseau du système de contrôle interne de son client ou d'une personne de son réseau détermine la nature et l'étendue de la mission de contrôle légal qui suivra. Afin de parer à ces risques, le commissaire ou une personne de son réseau doit pouvoir démontrer qu'ils ne sont pas intervenus dans la gestion et le contrôle de l'audit interne. L'arrêté royal dispose, à cet effet, qu'aucune participation n'est autorisée.

De commissaris of iemand uit zijn netwerk mag op geen enkele wijze bij het opstellingsproces betrokken zijn. De commissaris die onvolkomenheden in de voorgestelde boekhoudkundige gegevens van de gecontroleerde cliënt ontdekt, zal in overeenstemming met de normen die terzake van kracht zijn de vereiste stappen ondernemen. Dit vormt een onderdeel van de wettelijke controle-opdracht. De verantwoordelijkheid voor de opstelling van de jaarrekening blijft steeds bij de gecontroleerde cliënt berusten. Deze bepaling is aldus opgenomen in het Wetboek van vennootschappen en in de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding van de ondernemingen.

Dit verbod beoogt niet de uitvoering van louter technische of mechanische taken.

*3° instaat voor de opstelling, de ontwikkeling, de invoering en het beheer van technologische systemen van financiële informatie in de gecontroleerde vennootschap*

De controle-opdracht omvat onder meer de toetsing van de informaticasystemen (apparatuur en programmatuur) die door de gecontroleerde cliënt worden gebruikt om de financiële informatie te verkrijgen die een materiële invloed kan hebben op het getrouw beeld van de jaarrekening.

Wanneer een commissaris of iemand uit zijn netwerk betrokken is bij het opstellen, ontwikkelen of invoeren van dergelijk financieel informatietechnologiesysteem (FITS), kan er zich een uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid voordoen.

*4° instaat voor het waarden van de elementen van de jaarrekening van de gecontroleerde vennootschap in geval deze een belangrijk element vormen van de jaarrekening*

In de Europese aanbeveling geschiedt de beoordeling van het risico dat verbonden is aan het verstrekken van deze dienst als volgt. Een waardebeoordeling behelst het maken van veronderstellingen met betrekking tot toekomstige ontwikkelingen, de toepassing van bepaalde methoden en technieken, en de combinatie van beide om een zekere waarde of reeks waarden voor een actief, een passief of voor een activiteit als geheel te berekenen. De veronderstellingen waarvan bij een dergelijke waardebeoordeling wordt uitgegaan, kunnen interpretaties van huidige of verwachtingen ten aanzien van toekomstige ontwikkelingen zijn, met inbegrip van zowel algemene ontwikkelingen als van gevolgen van bepaalde acties die de gecontroleerde cliënt of iemand uit zijn netwerk heeft ondernomen of voornemens is te ondernemen. Er is sprake van een uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid wanneer een commissaris of iemand uit zijn netwerk ten behoeve van de gecontroleerde cliënt diensten op het gebied van waardebeoordeling verricht die resulteren in een waardering die bestemd is om in de jaarrekening van de cliënt te worden opgenomen. De uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid wordt als te ernstig beschouwd om de verlening van diensten op het gebied van waardebeoordeling toe te staan die leiden tot waarderingen van elementen die van materieel belang zijn voor de jaarrekening.

Of een element kan worden beschouwd als een belangrijk element van de jaarrekening moet, in voorkomend geval, door het comité voor advies en controle worden beoordeeld, geval per geval. Immers is het niet mogelijk a priori ter zake sluitende criteria aan te reiken. Het behoort tot de taken van het comité om hierover een advies te vellen. De beoordeling dient op het niveau van de statutaire jaarrekening te geschieden.

*5° deelneemt aan de interne auditfunctie*

Het gevaar van zelfcontrole kan zich voordoen wanneer er bijvoorbeeld geen duidelijke scheiding is aangebracht tussen het management van en het toezicht op de interne audit en de interne audit-activiteiten zelf, of wanneer de door de commissaris of iemand uit zijn netwerk verrichte beoordeling van het interne auditsysteem van zijn gecontroleerde cliënt of iemand uit haar netwerk bepalend is voor de aard en omvang van de procedures die hij achteraf bij de wettelijke controle hanteert. Om dergelijke bedreigingen te vermijden moet de commissaris of iemand uit zijn netwerk kunnen aantonen niet betrokken te zijn bij het management van en het toezicht op de interne audit. Daartoe stelt het koninklijk besluit dat geen enkele deelname geoorloofd is.

*6° représente la société contrôlée dans le règlement de litiges, fiscaux ou autres*

Les prestations relatives à des conseils en matière fiscale ne sont interdites ni par la recommandation européenne, ni par les nouvelles dispositions américaines. En raison du caractère ouvert de l'économie belge, il ne semble pas justifié d'inscrire dans cette liste les prestations relatives à des conseils en matière fiscale.

On peut estimer qu'un commissaire ou qu'une personne de son réseau qui intervient dans la résolution de litiges au nom de la société contrôlée ou d'une personne de son réseau joue un rôle incompatible avec sa responsabilité pour rendre un jugement objectif sur les comptes annuels. Cette menace liée à la représentation s'accompagne d'une menace d'auto-révision lorsque l'assistance à la résolution de litiges implique également que le commissaire doive évaluer les chances d'une issue favorable du litige pour la société contrôlée ou la personne de son réseau. Cette menace liée à la représentation prend encore de l'ampleur lorsque le commissaire ou une personne de son réseau joue un rôle actif dans la résolution de litiges.

*7° intervient dans le recrutement de personnes appartenant à un organe ou faisant partie du personnel dirigeant de la société contrôlée*

En cas d'intervention d'un commissaire ou d'une personne de son réseau dans le recrutement de personnes appartenant à un organe ou au personnel dirigeant de la société contrôlée ou d'une personne de son réseau, comme un membre du conseil d'administration, de la gestion quotidienne, du comité de direction ou (du collège des) gérants comme du personnel dirigeant de la société contrôlée ou d'une personne de son réseau, des menaces en matière d'indépendance de divers types peuvent apparaître. Ces menaces peuvent, entre autres, découler de ses propres intérêts, d'une confiance ou d'une intimidation trop grande.

Il découle de la loi du 2 août 2002 que, désormais, un comité de direction est également un organe d'une société anonyme. Le personnel dirigeant est déjà défini en droit social. L'arrêté royal du 25 mai 1999 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités pour la prévention et la protection au travail reprend cette définition en son article 1<sup>er</sup>, 4° et à laquelle on peut faire référence ici. La définition est rédigée comme suit : les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise, qui ont pouvoir de représenter et d'engager l'employeur, ainsi que les membres du personnel directement subordonnés à ces personnes, lorsqu'ils remplissent également des missions de gestion journalière.

Cette prestation vise également les personnes susmentionnées qui sont engagées dans une des entités susmentionnées, sur la base de l'interim management.

*Insertion d'un article 183quater dans l'arrêté précité*

Afin d'éviter toute ambiguïté, cet article renvoie explicitement aux personnes visées au début de l'alinéa 8 de l'article 133 du Code des sociétés.

*Insertion d'un article 183quinquies dans l'arrêté précité*

Cet article décrit le concept de lien de collaboration.

L'arrêté royal du 10 janvier 1994 donne une définition de la notion de liens de collaboration. Il convient que le présent arrêté royal s'inscrive dans le prolongement de la définition donnée par cet arrêté. La définition utilisée dans cet arrêté est complétée et précisée pour le commissaire qui exerce une mission de contrôle légale.

*6° de gecontroleerde vennootschap vertegenwoordigt bij de afwikkeling van fiscale of andere geschillen*

De verrichtingen met betrekking tot advies verstrekt in fiscale aangelegenheden worden noch in de Europese aanbeveling noch in de nieuwe Amerikaanse bepalingen verboden. Gezien het open karakter van de Belgische economie lijkt het niet verantwoord adviesverstrekking omtrent fiscale aangelegenheden in deze lijst in te schrijven.

Van een commissaris of iemand uit zijn netwerk die bij de beslechting van een (rechts)geschil namens de gecontroleerde vennootschap of iemand uit haar netwerk optreedt, wordt aangenomen dat hij een rol speelt die onverenigbaar is met de verantwoordelijkheid van de commissaris om een objectief oordeel uit te spreken over de jaarrekening. Deze aan belangenbehartiging toe te schrijven bedreiging voor de onafhankelijkheid gaat gepaard met een uit zelfcontrole voortvloeiende bedreiging voor de onafhankelijkheid wanneer de bijstand bij de beslechting van het (rechts)geschil tevens inhoudt dat de commissaris een inschatting moet maken van de kans dat het geschil in het voordeel van de gecontroleerde vennootschap of iemand uit haar netwerk wordt beslecht. Deze uit belangenbehartiging voortvloeiende bedreiging is nog groter wanneer de commissaris of iemand uit zijn netwerk bij de beslechting van een (rechts)geschil een actieve rol speelt.

*7° tussenkomt in de werving van personen die deel uitmaken van een orgaan of van het leidinggevend personeel van de gecontroleerde vennootschap*

Wanneer een commissaris of iemand uit zijn netwerk tussenkomt bij de werving van personen die deel uitmaken van een orgaan van de gecontroleerde vennootschap of iemand uit haar netwerk, zoals een lid van de raad van bestuur, het dagelijks bestuur, het directiecomité of (college van) zaakvoerders dan wel van het leidinggevend personeel van de gecontroleerde vennootschap of iemand uit haar netwerk kunnen er zich diverse bedreigingen voor de onafhankelijkheid voordoen, die onder meer kunnen voortvloeien uit eigenbelang, een te verregaand vertrouwen of intimidatie.

Uit de wet van 2 augustus 2002 volgt ook dat een directiecomité voortaan een orgaan van de naamloze vennootschap is. Leidinggevend personeel werd reeds gedefinieerd in het sociaal recht. Het koninklijk besluit van 25 mei 1999 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk bevat in artikel 1, 4° dergelijke definitie waarnaar hier kan worden verwezen. De definitie luidt : de personen belast met het dagelijks beheer van de onderneming, die gemachtigd zijn om de werkgever te vertegenwoordigen en te verbinden, alsmede de personeelsleden, onmiddellijk ondergeschikt aan die personen, wanneer zij eveneens opdrachten van dagelijks beheer vervullen.

Deze prestatie viseert ook de bovenvermelde personen die op grond van interim-management worden ingeschakeld in één van de bovenvermelde entiteiten.

*Invoeging van een artikel 183quater in het voornoemde koninklijk besluit*

Opdat er terzake geen onduidelijkheid zou bestaan, verwijst dit artikel uitdrukkelijk naar de personen bedoeld in het begin van lid 8 van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen.

*Invoeging van een artikel 183quinquies in het voornoemde koninklijk besluit*

Dit artikel geeft een omschrijving van het begrip samenwerkingsverband.

Omtrent het begrip samenwerkingsverband werd in het koninklijk besluit van 10 januari 1994 een definitie opgenomen. Het past dat dit koninklijk besluit aansluiting zoekt bij de definitie die aldaar werd verstrekt. De definitie die in dat besluit werd gebruikt, wordt aangevuld en aangescherpt voor de commissaris die een wettelijke controle-opdracht uitvoert.

Cette description s'avère nécessaire au vu de l'article 133 du Code des sociétés qui prévoit la détermination de la liste des prestations portant atteinte à l'indépendance. Ces prestations portent atteinte à l'indépendance non seulement lorsqu'elles sont fournies par les commissaires mais également lorsqu'elles sont fournies par des personnes avec lesquelles le commissaire se trouve, sous l'angle professionnel, dans des liens de collaboration. L'alinéa 8 de l'article 133 du Code des sociétés va dans le même sens. Toutefois, il importe, pour les professionnels, que la sécurité juridique soit garantie.

On relèvera par ailleurs que la Commission européenne examinera, en 2005, dans quelle mesure la recommandation sur l'indépendance du commissaire aura (ou non) été transposée par les Etats membres dans leur ordre juridique. Par conséquent, il importe que le champ d'application de la notion de liens de collaboration reprise dans le présent arrêté royal soit également compatible avec le champ d'application de la notion de réseau qui figure dans la recommandation européenne.

L'article 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 définit une personne avec laquelle il existe un lien de collaboration professionnelle comme étant toute personne avec laquelle le réviseur d'entreprises a conclu une collaboration professionnelle organisée; sont en tout cas présumées répondre à cette définition, toute société dont l'objet porte sur l'exercice de la profession, toute convention qui comporte le droit d'utiliser et de se référer à un nom commun ou qui comporte un engagement de recommandation réciproque.

La recommandation européenne définit un réseau comme comprenant le cabinet d'audit qui réalise le contrôle légal ainsi que ses sociétés liées et toute autre entité, contrôlée par le cabinet d'audit ou qui lui est liée, ayant une propriété, une gestion ou un contrôle communs ou d'autres formes d'affiliation ou d'association avec celui-ci, comme l'usage d'une raison sociale commune ou la mise en commun de ressources professionnelles importantes.

La première catégorie de liens de collaboration se rapporte aux sociétés de réviseurs. Les réviseurs sont autorisés à créer une société pour exercer leur profession. Lorsqu'au moins un de ces réviseurs est commissaire, la société a des liens de collaboration avec le commissaire. C'est le cas lorsque le commissaire est actionnaire, associé, administrateur ou gérant de cette société. Etant donné qu'une société de réviseurs ne peut adopter la forme d'une société anonyme, un commissaire ne peut être membre d'un comité de direction et cette disposition ne comporte dès lors aucune référence au comité de direction. Cette catégorie s'avère nécessaire pour intégrer, en droit belge, des notions d'équipe d'audit et de chaîne des responsabilités reprises dans la recommandation européenne.

La deuxième catégorie de liens de collaboration vise les associations et sociétés, autorisées par le Conseil, dans le cas particulier de l'article 8, § 4, de la loi du 22 juillet 1953. Les commissaires peuvent également en faire partie. On pensera notamment aux sociétés d'expertise comptable. Cette référence s'avère également nécessaire, à l'instar de la première catégorie, pour se conformer à la recommandation européenne.

La troisième catégorie de liens de collaboration fait en quelque sorte double emploi avec la disposition du texte de loi, qui fait également référence à une société ou une personne liée au commissaire au sens de l'article 11 du Code des sociétés. Cette présomption est toutefois conçue de manière à énoncer clairement le fait qu'une société de réviseurs qui participe à une autre société de réviseurs (voir en la matière, I.R.E., Vade-mecum Déontologie et normes de contrôle, 2001, Ced. Samson, Diegem, p. 261, sous le titre de société d'une seule personne) est également frappée d'une présomption de collaboration. L'article 11 du Code des sociétés vise également les consortiums. Ceci concerne également les liens de gestion commune repris dans la définition d'un réseau donnée par la recommandation européenne.

Deze omschrijving is nodig in het licht van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen dat de vaststelling van de lijst bevat van de prestaties die de onafhankelijkheid aantasten. Deze prestaties tasten niet alleen de onafhankelijkheid aan indien zij werden gepresteerd door de commissarissen doch ook door de personen met wie de commissaris in beroepshalve samenwerkingsverband staat. Ook lid 8 van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen luidt in dezelfde zin. Voor de beroepsbeoefenaars is het van belang de rechtszekerheid te waarborgen.

Anderzijds moet worden vastgesteld dat de Europese Commissie in 2005 zal evalueren of de Lid-Statens de aanbeveling omtrent de onafhankelijkheid van de commissaris (al dan niet) hebben geïmplementeerd in hun rechtsorde. Derhalve is het ook van belang in het toepassingsgebied van een samenwerkingsverband in dit koninklijk besluit het toepassingsgebied van een netwerk, dat in de Europese aanbeveling voorkomt, te omsluiten.

Luidens artikel 1, 5° van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 is een persoon waarmee een beroepsmatig samenwerkingsverband bestaat elke persoon waarmee de bedrijfsrevisor een georganiseerd beroepsmatig samenwerkingsverband heeft aangegaan; aan deze begripsomschrijving worden in elk geval vermoed te beantwoorden, elke vennootschap die ertoe strekt het beroep uit te oefenen, elke overeenkomst die het recht inhoudt een gemeenschappelijke benaming te gebruiken of eraan te refereren, of die een verbintenis tot wederkerige aanbeveling omvat.

Een netwerk is volgens de Europese aanbeveling het accountantskantoor dat de wettelijke controle uitvoert, samen met de met dit kantoor verbonden partijen en elke andere entiteit die onder de zeggenschap staat van het accountantskantoor, gemeenschappelijke eigendoms-, zeggenschaps- of bestuurlijke banden met het accountantskantoor heeft, of anderszins met het accountantskantoor verbonden of gelieerd is via het gebruik van een gemeenschappelijke naam of het gezamenlijke gebruik van aanzienlijke gemeenschappelijke professionele hulpmiddelen.

De eerste categorie van samenwerkingsverbanden houdt verband met revisorenvennootschappen. Het is toegelaten dat revisoren een vennootschap oprichten om hun beroep uit te oefenen. Wanneer ten minste één van hen tevens commissaris is, is er een samenwerkingsverband tussen de vennootschap en de commissaris. Dit is het geval wanneer de commissaris aandeelhouder, vennoot, bestuurder of zaakvoerder van deze vennootschap is. Aangezien een revisorenvennootschap in de vorm van een naamloze vennootschap niet toegelaten is, kan een commissaris geen lid zijn van een directiecomité en wordt aldus in deze bepaling niet naar een directiecomité verwezen. Deze categorie is nodig om naar Belgisch recht tegemoet te komen aan de begrippen controleteam en hiërarchische structuur vermeld in de Europese aanbeveling.

De tweede categorie van samenwerkingsverbanden omvat de verenigingen en vennootschappen, door de Raad toegestaan in het bijzondere geval van artikel 8, § 4, van de wet van 22 juli 1953. Ook daar kunnen commissarissen deel van uitmaken. Te denken valt hier onder meer aan de accountantsvennootschappen. Ook deze verwijzing is nodig om, zoals bij de eerste categorie, tegemoet te komen aan de Europese aanbeveling.

De derde categorie van samenwerkingsverbanden overlapt met de bepaling in de wettekst waarbij ook wordt verwezen naar een met de commissaris verbonden vennootschap of persoon als bepaald in artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen. Dit vermoeden wil evenwel duidelijk stellen dat een revisorenvennootschap die deelneemt (zie ter zake I.B.R., Vademecum Plichtenleer en Controlenormen 2001, Ced. Samson, Diegem, p. 83 onder de hoofding eenpersoonsvennootschappen) aan een andere revisorenvennootschap ook wordt gevat door een vermoeden van samenwerking. Artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen viseert ook consortia. Hierdoor worden de gemeenschappelijke bestuurlijke banden in de definitie van een netwerk in de Europese aanbeveling gevat.

La quatrième catégorie de liens de collaboration vise non seulement la société concernée, l'association ou la personne à laquelle le commissaire participe, mais également les autres personnes qui sont liées, en la qualité susmentionnée, à la société concernée, à l'association ou à l'entité. Cette disposition donne l'assurance que l'équipe chargée de la mission tombe dans le champ d'application, comme le requiert la recommandation européenne.

Les réviseurs peuvent également conclure un contrat de travail avec un autre réviseur, le cas échéant commissaire, qui à son tour peut être une société. Mais ces réviseurs ne peuvent signer une attestation ou une certification (article 21 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994). Les cinquième et sixième catégories de liens de collaboration concernent ces réviseurs-là. Cette catégorie donne l'assurance que les personnes physiques, visées à l'article 11, 2°, du Code des sociétés, sont visées en droit belge.

Les septième et huitième catégories de liens de collaboration sont des catégories qui se retrouvent également dans l'arrêté royal précité du 10 janvier 1994, dans le prolongement duquel le présent arrêté souhaite s'inscrire.

La neuvième catégorie de liens de collaboration comprend, entre autres, les associations et sociétés de réviseurs d'entreprises sans personnalité juridique et dont l'objet social ne peut consister dans l'exercice de la profession sous une raison sociale. Dans ce cas, des ressources professionnelles sont mises en commun. Cette catégorie comprend dès lors également les liens de collaboration économique et les sociétés et associations mentionnées à l'article 30 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994, dans la mesure où elles ne sont pas déjà visées par d'autres présomptions. Cette dernière catégorie donne l'assurance que la définition européenne d'un réseau est reprise en droit belge.

#### Insertion d'un article 183sexies dans l'arrêté précité

Cette disposition permet de tenir compte du fait que les prestations reprises sous l'article 183ter de l'arrêté royal risquent, dans la pratique, d'avoir été prestées, par le commissaire ou par des personnes de son réseau, in tempore non suspecto au cours de son mandat ou au cours des deux années précédant sa nomination. Tel est le cas lorsque ces prestations sont effectuées pour une société, qui n'est pas contrôlée par le commissaire, lorsqu'elle est rachetée par une société qui, elle, est contrôlée par le commissaire. Dans la mesure où aucune exception ne devait être introduite, la disposition générale aurait pour conséquence que le commissaire serait amené à démissionner. Par contre, cette exception ne peut être utilisée de manière telle que l'indépendance du commissaire ne puisse jamais être remise en question en cas de rachat, de fusion ou de scission de sociétés ou d'autres opérations similaires. Une limite a dès lors été fixée : lorsque les honoraires liés aux prestations énumérées sous l'article 183ter sont supérieurs aux honoraires visés à l'article 134, § 1<sup>er</sup> du Code des sociétés, l'indépendance du commissaire est remise en question. Il convient de calculer ce rapport sur la base des honoraires versés à la société qui n'était pas contrôlée durant l'année qui précède l'opération en question et non sur la base de l'exercice comptable ou de l'année civile. Les prestations qui ont été fournies pendant la période susvisée ayant été facturées à un autre moment doivent, le cas échéant, être intégrées *prorata temporis* dans le calcul.

Cette disposition permet d'éviter que le commissaire ne doive démissionner par exemple dans la situation suivante, qui ne porte pas atteinte à son indépendance : Monsieur A est commissaire de la société X et Monsieur B est commissaire de la société Y, tous deux pour un mandat de 2003 à 2006. Monsieur A (ou ceux avec qui il collabore) preste des services non audit repris par l'article 183ter en faveur de la société Y en 2004, et Monsieur B preste de pareils services à la société X, à un moment où les sociétés X et Y ne sont pas liées entre elles. Cette situation est conforme aux dispositions du Code des sociétés et de l'arrêté royal et ne porte pas atteinte à l'indépendance du commissaire A ni du commissaire B.

De vierde categorie van samenwerkingsverbanden bedoelt niet alleen de betrokken vennootschap, vereniging of persoon waaraan de commissaris deelneemt, doch ook de andere personen die in de vermelde hoedanigheid verbonden zijn aan de betrokken vennootschap, vereniging of entiteit. Deze bepaling verzekert dat het bij de controleopdracht betrokken team zoals vereist door de Europese aanbeveling onder het toepassingsgebied valt.

Revisoren kunnen ook een arbeidsovereenkomst sluiten met een andere revisor, desgevallend commissaris, die op zijn beurt een vennootschap kan zijn. Deze revisoren mogen evenwel geen verklaring of certificering tekenen (artikel 21 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994). De vijfde en zesde categorieën van samenwerkingsverbanden hebben betrekking op deze revisoren. Deze categorie geeft de verzekering dat de fysieke personen, bedoeld in artikel 11, 2°, van het Wetboek van vennootschappen, in het Belgisch recht worden gevisieerd.

De zevende en achtste categorieën van samenwerkingsverbanden zijn categorieën die ook terug te vinden zijn in het voornoemde koninklijk besluit van 10 januari 1994, waarbij, zoals boven gesteld, aansluiting wordt gezocht.

De negende categorie van samenwerkingsverbanden vat onder meer verenigingen en vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid tussen bedrijfsrevisoren waarvan het maatschappelijk doel niet de uitoefening van het beroep onder een maatschappelijke naam mag zijn. In dat geval worden professionele middelen in gemeenschap gebracht. Deze bevat aldus ook de economische samenwerkingsverbanden en de vennootschappen en verenigingen vermeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 in zoverre deze niet reeds door andere vermoedens worden gevisieerd. Deze categorie vormt het sluitstuk teneinde de Europese definitie van een netwerk in het Belgische recht op te nemen.

#### Invoeging van een artikel 183sexies in het voornoemde koninklijk besluit

Deze bepaling maakt het mogelijk rekening te houden met het feit dat de in artikel 183ter van het koninklijk besluit vermelde prestaties in de praktijk mogelijk gepresteerd geweest zijn in tempore non suspecto door de commissaris of door personen in zijn netwerk tijdens zijn mandaat of in de loop van de twee jaar die zijn benoeming voorafgaan. Dit is het geval wanneer deze prestaties worden geleverd aan een vennootschap die niet door de commissaris wordt gecontroleerd en wanneer ze door een vennootschap die wel door de commissaris wordt gecontroleerd, wordt overgenomen. Wanneer hiervoor geen uitzondering wordt ingelast, zou de algemene bepaling tot gevolg hebben dat de commissaris dient ontslag te nemen. Anderzijds mag deze uitzondering niet gebruikt worden om de activiteiten derwijze te structureren dat iedere overname, fusie of verwerving en andere gelijkaardige operaties tot gevolg heeft dat de onafhankelijkheid van de commissaris nooit in vraag mag worden gesteld. Daarom werd een grens ingesteld. Wanneer de vergoeding voor de prestaties zoals opgesomd in artikel 183ter de bezoldiging zoals vastgelegd in artikel 134, § 1 van het Wetboek van vennootschappen overtreft, komt de onafhankelijkheid van de commissaris alsnog in het gedrang. De berekening van deze verhouding dient te geschieden op basis van de vergoedingen die werden betaald aan de voorheen niet gecontroleerde vennootschap gedurende het jaar onmiddellijk voorafgaand aan de betrokken operatie, en niet op basis van het boekjaar of een kalenderjaar. Prestaties die werden verricht tijdens de betrokken periode doch slechts op een ander tijdstip worden verrekend, moeten, desgevallend *prorata temporis*, in rekening worden gebracht.

Door deze bepaling kan men voorkomen dat de de commissaris ontslag moet nemen, bijvoorbeeld in de volgende situatie die geen afbreuk doet aan zijn onafhankelijkheid : de Heer A is commissaris van vennootschap X en de Heer B is commissaris van vennootschap Y, beiden voor een mandaat van 2003 tot 2006. De Heer A (of degenen waarmee hij samenwerkt) presteert non-audit diensten, hernomen door artikel 183ter, ten gunste van vennootschap Y in 2004 en de Heer B presteert zo'n diensten aan vennootschap X, op een moment dat vennootschappen X en Y niet met mekaar verbonden zijn. Deze situatie is in overeenstemming met de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en met het koninklijk besluit en het doet geen afbreuk aan de onafhankelijkheid van commissaris A noch van commissaris B.



En 2005, la société X acquiert la société Y. Celle-ci devient donc une société liée à la société X au sens de l'article 11 du Code des sociétés.

L'article 183<sup>sexies</sup> permet d'éviter que Monsieur A ne soit tenu de démissionner de son mandat de commissaire dans la société X, à condition que Monsieur A et ceux avec qui il collabore ne present plus de services visés par l'article 183<sup>ter</sup> en faveur de la société Y, dès que celle-ci est acquise par la société X. A partir de ce moment, le commissaire B et ceux avec qui il collabore sont également tenus de ne plus prester de services visés par l'article 183<sup>ter</sup> en faveur de la société X.

#### Article 3

Les articles actuels du Livre III de l'arrêté royal précité du 30 janvier 2001 restent inchangés et sont intégrés sous un nouveau titre.

#### Article 4

L'article 55 de la loi du 2 août 2002 précise que le Roi a le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur. Cette date d'entrée en vigueur est fixée dans le présent arrêté royal tout en assurant la sécurité juridique voulue. En effet, l'article 4 prévoit une entrée en vigueur différée des dispositions légales de manière à permettre aux réviseurs d'entreprises de se préparer aux nouvelles dispositions.

#### Article 5

Le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Economie sont chargés de l'exécution de l'arrêté royal.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux et le très fidèles serviteurs,  
Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN  
Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

AVIS 35.095/2  
DE LA SECTION DE LEGISLATION  
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 18 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire", a donné le 21 mars 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par les considérations suivantes.

La détermination des prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire doit être faite le plus rapidement possible en vue d'assurer la sécurité juridique sur l'exercice indépendant de la fonction de commissaire.

Cet arrêté doit également être publié immédiatement afin de pouvoir faire entrer en vigueur les articles 4 et 5 de la loi précitée du 2 août 2002, conformément à l'article 55 de la même loi.

La crédibilité du commissaire est d'un intérêt vital pour notre économie, car elle affecte la confiance des investisseurs. Tout retard inutile peut donc être fort nuisible. Par ailleurs, le présent arrêté doit être publié au plus vite, car les commissaires doivent pouvoir en étudier l'impact avant qu'il entre en vigueur.

In 2005 verwerft vennootschap X de vennootschap Y. Deze wordt dus een vennootschap die verbonden is met vennootschap X in de zin van artikel 11 van het Wetboek van Vennootschappen.

Door artikel 183<sup>sexies</sup> kan men voorkomen dat de Heer A ontslag moet indienen van zijn mandaat van commissaris in vennootschap X, op voorwaarde dat de Heer A en degenen met wie hij samenwerkt geen diensten meer leveren zoals bedoeld in artikel 183<sup>ter</sup> ten gunste van vennootschap Y, zodra deze door vennootschap X wordt verworven. Vanaf dat ogenblik mogen commissaris B en degenen waarmee hij samenwerkt eveneens geen diensten meer leveren, zoals bedoeld in artikel 183<sup>ter</sup>, ten gunste van vennootschap X.

#### Artikel 3

De huidige artikelen van Boek III van het voornoemde koninklijk besluit van 30 januari 2001 blijven ongewijzigd en worden onder een nieuwe titel gebracht.

#### Artikel 4

Artikel 55 van de wet van 2 augustus bepaalt dat de Koning de bevoegdheid krijgt de datum van inwerkingtreding te bepalen. Deze inwerkingtreding wordt in dit koninklijk besluit vastgelegd waarbij de gewenste rechtszekerheid wordt verzekerd. Inderdaad, artikel 4 voorziet in een uitgestelde inwerkingtreding van de wettelijke bepalingen om de bedrijfsrevisoren toe te laten zich voor te bereiden op de nieuwe bepalingen.

#### Artikel 5

De Minister van Justitie en de Minister van Economie zijn belast met de uitvoering van het koninklijk besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en zeer trouwe dienaars,  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN  
De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

ADVIES 35.095/2  
VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 maart 2003 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de prestaties die de onafhankelijkheid van de commissaris in het gedrang brengen", heeft op 21 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen te worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de brief aldus :

« L'urgence est motivée par les considérations suivantes.

La détermination des prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire doit être faite le plus rapidement possible en vue d'assurer la sécurité juridique sur l'exercice indépendant de la fonction de commissaire.

Cet arrêté doit également être publié immédiatement afin de pouvoir faire entrer en vigueur les articles 4 et 5 de la loi précitée du 2 août 2002, conformément à l'article 55 de la même loi.

La crédibilité du commissaire est d'un intérêt vital pour notre économie, car elle affecte la confiance des investisseurs. Tout retard inutile peut donc être fort nuisible. Par ailleurs, le présent arrêté doit être publié au plus vite, car les commissaires doivent pouvoir en étudier l'impact avant qu'il entre en vigueur.

Une publication rapide de la liste des prestations interdites est le seul moyen pour obtenir la clarté voulue pour le commissaire qui, outre son mandat légal de contrôle des comptes annuels, souhaite exécuter d'autres prestations dans la même entreprise ou dans le même groupe. » .

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Compte tenu du très bref délai qui lui est imparti et du nombre d'affaires qui lui sont soumises en urgence, le Conseil d'Etat se borne aux observations qui suivent.

#### Formalités préalables

L'avis de l'Inspecteur des Finances a été donné le 29 janvier 2003; il convient de le mentionner dans le préambule.

#### Fondement juridique

1. L'article 4, alinéa 3, du projet dispose que l'article 133, alinéas 5 à 7, du Code des sociétés s'applique aux émoluments relatifs aux mandats de commissaire prenant cours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'on considère que cette disposition ne fait que préciser l'article 55, § 2, de la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, qui dispose que "L'article 4 de la présente loi s'applique aux prestations et situations nées après son entrée en vigueur", elle peut être admise.

Il va de soi que cette disposition doit se comprendre comme visant également le deuxième terme de la comparaison prévue par l'article 133, alinéa 5, du Code des sociétés, à savoir les rémunérations afférentes aux services autres que les missions confiées par la loi aux commissaires.

2. Pour la raison indiquée dans l'observation générale de l'avis 35.096/2, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal "en exécution de l'article 133, alinéa 10, du Code des sociétés visant la création du comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire", l'article 133, alinéa 10, précité, doit entrer en vigueur en même temps que ledit projet d'arrêté. L'article 4 du projet examiné doit être adapté en conséquence.

#### Observation finale

Il y a lieu de tenir compte de l'observation 1 formulée dans l'avis 35.097/2, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises".

La chambre était composée de

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Jaumotte, M. Baguet, conseillers d'Etat.

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. Lefebvre, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. Joassart, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

B. VIGNERON.

Le président,

Y. KREINS.

Une publication rapide de la liste des prestations interdites est le seul moyen pour obtenir la clarté voulue pour le commissaire qui, outre son mandat légal de contrôle des comptes annuels, souhaite exécuter d'autres prestations dans la même entreprise ou dans le même groupe. » .

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Gelet op de zeer korte termijn die de Raad van State is toegemeten en op het grote aantal zaken dat hem met verzoek om spoedbehandeling is voorgelegd, beperkt hij zich tot het maken van de volgende opmerkingen.

#### Voorafgaande vormvereisten

Het advies van de Inspecteur van Financiën is gegeven op 29 januari 2003. Dit dient in de aanhef te worden aangegeven.

#### Rechtsgrond

1. Artikel 4, derde lid, van het ontwerp bepaalt dat artikel 133, vijfde tot zevende lid, van het Wetboek van Vennootschappen van toepassing is op de bezoldigingen die betrekking hebben op de mandaten van commissaris die ingaan na de inwerkingtreding van het besluit.

Deze bepaling kan worden aanvaard als men ervan uitgaat dat ze gewoon een verduidelijking is van artikel 55, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van Vennootschappen, alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, die het volgende bepaalt : "Artikel 4 van deze wet is van toepassing op de prestaties en situaties die zijn ontstaan na de inwerkingtreding ervan".

Het spreekt vanzelf dat deze bepaling zo dient te worden opgevat dat ze eveneens betrekking heeft op de tweede term van de vergelijking vervat in artikel 133, vijfde lid, van het Wetboek van vennootschappen, namelijk de bezoldigingen voor de andere diensten dan de opdrachten die krachtens de wet werden toevertrouwd aan de commissaris.

2. Om de reden die aangegeven wordt in de algemene opmerking van advies 35.096/2, dat heden uitgebracht is, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van het artikel 133, lid 10, van het Wetboek van vennootschappen en tot oprichting van het advies en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris", dient het voormelde artikel 133, tiende lid, terzelfder tijd als het genoemde ontwerp van besluit in werking te treden. Artikel 4 van het onderzochte ontwerp dient bijgevolg te worden aangepast.

#### Slotopmerking

Er dient rekening te worden gehouden met opmerking 1 in advies 35.097/2, dat heden uitgebracht is, over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren".

De kamer was samengesteld uit

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Jaumotte, M. Baguet, staatsraden.

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. Lefebvre, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. Joassart, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Jaumotte.

De griffier,

B. VIGNERON.

De voorzitter,

Y. KREINS.

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal  
relatif aux prestations qui mettent en cause  
l'indépendance du commissaire**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés, notamment l'article 133, modifié par la loi du 2 août 2002;

Vu la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, notamment l'article 55;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques du 24 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises du 18 septembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 29 janvier 2003;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la détermination des prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire doit être faite le plus rapidement possible en vue d'assurer la sécurité juridique sur l'exercice indépendant de la fonction de commissaire. Cet arrêté doit également être publié immédiatement afin de pouvoir faire entrer en vigueur les articles 4 et 5 de la loi précitée du 2 août 2002, conformément à l'article 55 de la même loi. La crédibilité du commissaire est d'un intérêt vital pour notre économie, car elle affecte la confiance des investisseurs. Tout retard inutile peut donc être fort nuisible. Par ailleurs, le présent arrêté doit être publié au plus vite, car les commissaires doivent pouvoir en étudier l'impact avant qu'il entre en vigueur. Une publication rapide de la liste des prestations interdites est le seul moyen pour obtenir la clarté voulue pour le commissaire qui, outre son mandat légal de contrôle des comptes annuels, souhaite exécuter d'autres prestations dans la même entreprise ou dans le même groupe;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre ministre de l'Economie, et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du Livre III de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, est remplacé comme suit :

« Indépendance du commissaire et présentation aux conseils d'entreprise de candidats à la mission de commissaire ou de réviseur d'entreprises. »

**Art. 2.** Il est inséré dans le Livre III du même arrêté un Titre I<sup>er</sup>, comprenant les articles 183bis à 183septies, rédigé comme suit :

« Titre I<sup>er</sup>. Indépendance du commissaire

**Article 183bis**

Sans préjudice des interdictions contenues dans le Code des sociétés, dans la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et dans les arrêtés pris en exécution desdites lois, l'article 183ter contient de manière limitative les prestations qui sont de nature à mettre en cause l'indépendance du commissaire au sens de l'article 133, alinéa 9, du Code des sociétés.

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit  
betreffende de prestaties die de onafhankelijkheid  
van de commissaris in het gedrang brengen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen, inzonderheid op artikel 133, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002;

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van de belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 24 oktober 2002;

Gelet op het advies van het Instituut der Bedrijfsrevisoren van 18 september 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 januari 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de vaststelling van de prestaties die de onafhankelijkheid van de commissaris in het gedrang brengen zo snel mogelijk dient plaats te vinden, met het oog op het verzekeren van de rechtszekerheid inzake de onafhankelijke uitoefening van de commissarisfunctie. Dit uitvoeringsbesluit dient eveneens onmiddellijk te worden bekendgemaakt teneinde artikelen 4 en 5 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 in werking te laten treden overeenkomstig artikel 55 van dezelfde wet. De geloofwaardigheid van de commissaris is van vitaal belang voor onze economie, aangezien het een invloed heeft op het vertrouwen van de beleggers. Elk nutteloos verwijl kan bijgevolg erg schadelijk zijn. Tevens dient dit besluit zo vlug mogelijk bekendgemaakt te worden, omdat commissarissen de weerslag ervan moeten kunnen onderzoeken voordat het in werking treedt. Door een snelle publicatie van de verboden prestaties wordt onmiddellijk duidelijkheid geschapen voor de commissaris die, naast de uitvoering van zijn wettelijk mandaat van controle van de jaarrekening, in dezelfde onderneming of groep andere prestaties wenst uit te voeren;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister voor Justitie en van Onze minister van Economie en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van Boek III van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, wordt vervangen als volgt :

« Onafhankelijkheid van de commissaris en voordracht aan de ondernemingsraden van kandidaten voor de opdracht van commissaris of van bedrijfsrevisor. »

**Art. 2.** In Boek III van hetzelfde besluit wordt een Titel I ingevoegd, die de artikelen 183bis tot 183septies omvat, luidende :

« Titel I. Onafhankelijkheid van de commissaris

**Artikel 183bis**

Onverminderd de verbodsbepalingen vervat in het Wetboek van vennootschappen, in de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren en in de besluiten die in uitvoering van deze wetten werden genomen, bevat artikel 183ter limitatief de prestaties die van aard zijn de onafhankelijkheid van de commissaris in het gedrang te brengen in de zin van artikel 133, lid 9 van het Wetboek van vennootschappen.

## Art. 183ter

Sans préjudice des dispositions des articles 3, 7bis et 8 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et des dispositions contenues dans les articles 4 à 14 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises et sans préjudice des autres dispositions de l'article 133 du Code des sociétés, le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans le cas où lui-même ou une personne avec laquelle il a conclu un contrat de travail ou avec laquelle il se trouve, sous l'angle professionnel, dans des liens de collaboration ou une société ou personne liée au commissaire au sens de l'article 11 du Code des sociétés :

1° prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée;

2° assiste ou participe à la préparation ou à la tenue des livres comptables ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société contrôlée;

3° élabore, développe, met en œuvre ou gère des systèmes technologiques d'information financière dans la société contrôlée;

4° réalise des évaluations d'éléments repris dans les comptes annuels ou dans les comptes consolidés de la société contrôlée, si celles-ci constituent un élément important des comptes annuels;

5° participe à la fonction d'audit interne;

6° représente la société contrôlée dans le règlement de litiges, fiscaux ou autres;

7° intervient dans le recrutement de personnes appartenant à un organe ou faisant partie du personnel dirigeant de la société contrôlée.

## Art. 183quater

L'article 183ter est également applicable aux sociétés et aux personnes visées à l'article 133, alinéa 8, du Code des sociétés.

## Art. 183quinquies

Pour l'application de l'article 183ter, est considéré comme un lien de collaboration sous l'angle professionnel, la collaboration suivante organisée par un commissaire avec une personne morale ou physique :

1° toute société visant à exercer la profession de réviseur d'entreprises et dans laquelle le commissaire est actionnaire, associé, administrateur ou gérant;

2° toute association ou société au sens de l'article 8, § 4, de la loi du 22 juillet 1953 formée entre un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dont l'un au moins est commissaire, et d'autres personnes qui ne possèdent pas cette qualité ou une qualité reconnue équivalente;

3° toute société ou personne avec laquelle la société ou l'association au sens du 1° ou 2° est liée au sens de l'article 11 du Code des sociétés;

4° toute fonction d'associé, d'actionnaire, d'administrateur, de gérant ou de membre d'une société, d'une association ou une personne visée au 1° à 3°, qui fait partie de l'équipe chargée de la mission d'audit;

5° tout contrat de travail conclu par le commissaire avec un réviseur d'entreprises;

6° tout réviseur d'entreprises avec lequel la société, l'association ou la personne, au sens du 1°, 2° ou 3°, a conclu un contrat de travail;

7° tout contrat contenant le droit d'utiliser une raison sociale commune ou d'y faire référence;

8° tout contrat comportant un engagement de recommandation réciproque;

9° tout contrat ou société visant la mise en commun de ressources professionnelles.

## Art. 183ter

De commissaris kan zich, onverminderd de bepalingen van artikel 3, 7bis en 8 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren en van de bepalingen vervat in de artikelen 4 tot 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van bedrijfsrevisoren en onverminderd de overige bepalingen in artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen, niet onafhankelijk verklaren in geval hij of een persoon waarmee hij een arbeidsovereenkomst heeft afgesloten of met wie hij beroepshalve in samenwerkingsverband staat of een met de commissaris verbonden vennootschap of persoon als bedoeld in artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen :

1° in de gecontroleerde vennootschap een beslissing neemt of in de besluitvorming tussenkomt;

2° bijstand verleent of deelneemt aan de voorbereiding of het voeren van de boekhouding of aan de opstelling van de jaarrekening of van de geconsolideerde jaarrekening van de gecontroleerde vennootschap;

3° instaat voor de opstelling, de ontwikkeling, de invoering en het beheer van technologische systemen van financiële informatie in de gecontroleerde vennootschap;

4° instaat voor het waarderen van de elementen van de jaarrekening of van de geconsolideerde jaarrekening van de gecontroleerde vennootschap indien deze een belangrijk element vormen van de jaarrekening;

5° deelneemt aan de interne auditfunctie;

6° de gecontroleerde vennootschap vertegenwoordigt bij de afwikkeling van fiscale of andere geschillen;

7° tussenkomt in de werving van personen die deel uitmaken van een orgaan of van het leidinggevend personeel van de gecontroleerde vennootschap.

## Art. 183quater

Artikel 183ter is eveneens van toepassing op de vennootschappen en personen bedoeld in artikel 133, lid 8 van het Wetboek van vennootschappen.

## Art. 183quinquies

Voor de toepassing van artikel 183ter, wordt als een beroepshalve samenwerkingsverband beschouwd, de volgende samenwerking door een commissaris georganiseerd met een natuurlijke of rechtspersoon :

1° elke vennootschap die ertoe strekt het beroep van bedrijfsrevisor uit te oefenen en waarin de commissaris aandeelhouder, vennoot, bestuurder of zaakvoerder is;

2° elke vereniging of vennootschap in de zin van artikel 8, § 4, van de wet van 22 juli 1953 gevormd tussen één of meer commissarissen en andere personen die niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor bezitten noch een gelijkwaardig erkende hoedanigheid;

3° elke vennootschap of persoon waarmee de vennootschap of de vereniging zoals bedoeld in 1° of 2° verbonden is in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen;

4° elke functie van vennoot, aandeelhouder, bestuurder, zaakvoerder, beheerder of lid van de vennootschap, vereniging of persoon vermeld onder 1° tot en met 3°, die van het bij de controleopdracht betrokken team deel uitmaakt;

5° elke arbeidsovereenkomst door de commissaris gesloten met een bedrijfsrevisor;

6° elk bedrijfsrevisor waarmee de vennootschap, vereniging of persoon zoals bedoeld in 1°, 2° of 3° een arbeidsovereenkomst heeft gesloten;

7° elke overeenkomst die het recht inhoudt een gemeenschappelijke benaming te gebruiken of ernaar te verwijzen;

8° elke overeenkomst die een verbintenis tot wederkerige aanbeveling omvat;

9° elke overeenkomst of vennootschap die ertoe strekt professionele middelen in gemeenschap te brengen.

## Art.183sexies

Sans préjudice des dispositions de l'article 133 du Code des sociétés et de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises, l'article 183ter n'est pas applicable aux prestations accomplies en faveur d'une société lorsque les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1°) cette société est liée à une société contrôlée par le commissaire au sens de l'article 11 du Code des sociétés;

2°) les prestations ont été effectuées avant que cette société ne soit liée à une société contrôlée par le commissaire au sens de l'article 11 du Code des sociétés;

3°) les prestations visées ci-dessus ont été effectuées par le commissaire ou par une personne avec laquelle le commissaire a conclu un contrat de travail ou avec laquelle il se trouve, sous l'angle professionnel, dans des liens de collaboration;

4°) les comptes de cette société n'étaient pas contrôlés par le commissaire durant la période pendant laquelle les prestations visées ci-dessus ont été effectuées;

5°) les honoraires relatifs aux prestations visées à l'article 183ter réalisées en faveur de cette société ne dépassent pas les honoraires visés à l'article 134, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés; l'appréciation du rapport des rémunérations et des émoluments est à effectuer globalement au niveau de la société dont le commissaire vérifie les comptes et de ses filiales. »

**Art. 3.** Il est inséré dans le Livre III du même arrêté un Titre II, comprenant les articles 184 à 191, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Titre II. Présentation aux conseils d'entreprise de candidats à la mission de commissaire ou de réviseur d'entreprises. »

**Art. 4.** A l'exception de l'alinéa 10 de l'article 133 du Code des sociétés, introduit par l'article 4, 4°, de la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, les articles 4 et 5 de cette loi du 2 août 2002 entrent en vigueur le premier jour du cinquième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Le présent arrêté entre en vigueur le même jour.

L'article 133, alinéas 5 à 7 du Code des sociétés s'applique aux émoluments relatifs aux services, missions et mandats prestés à partir du début des mandats de commissaire prenant cours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 5.** Notre Ministre qui a la Justice dans ses attributions et Notre Ministre qui a l'Economie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

## Art. 183sexies

Ongeacht de bepalingen van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen en het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de verplichtingen van de bedrijfsrevisoren, is artikel 183ter niet van toepassing op de prestaties die worden geleverd voor een onderneming wanneer de volgende cumulatieve voorwaarden verenigd zijn :

1°) deze onderneming is verbonden aan een onderneming die wordt gecontroleerd door de commissaris in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen;

2°) de prestaties werden geleverd vooraleer deze onderneming verbonden was aan een onderneming die wordt gecontroleerd door de commissaris in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen;

3°) de bovengenoemde prestaties werden geleverd door de commissaris of door een persoon met wie de commissaris een arbeidsovereenkomst heeft gesloten of met wie hij, vanuit professioneel standpunt, samenwerkingsverbanden onderhoudt;

4°) de rekeningen van deze onderneming werden niet gecontroleerd door de commissaris gedurende de periode waarin bovengenoemde prestaties geleverd werden;

5°) de honoraria voor de prestaties bedoeld in artikel 183ter die werden geleverd voor deze onderneming zijn niet hoger dan de honoraria bedoeld in artikel 134, § 1, van het Wetboek van vennootschappen; de beoordeling van de verhouding van de vergoedingen en van de honoraria moet globaal plaatshebben op het niveau van de onderneming waarvan de commissaris de rekeningen onderzoekt en van de dochterondernemingen.

**Art. 3.** In Boek III van hetzelfde besluit wordt een Titel II ingevoegd, die de artikelen 184 tot 191 omvat, waarvan het opschrift luidt :

« Titel II. Voordracht aan de ondernemingsraden van kandidaten voor de opdracht van commissaris of van bedrijfsrevisor. »

**Art. 4.** Met uitzondering van lid 10 van artikel 133 van het Wetboek van vennootschappen, zoals ingevoegd door artikel 4, 4°, van de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, artikels 4 en 5 van deze wet van 2 augustus 2002, treden in werking de eerste dag van de vijfde maand volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag.

Artikel 133, leden 5 tot 7 van het Wetboek van vennootschappen is van toepassing op de bezoldigingen die betrekking hebben op diensten, opdrachten en mandaten gepresteerd vanaf het begin van de mandaten van de commissaris die een aanvang nemen na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 5.** Onze Minister bevoegd voor Justitie en Onze Minister bevoegd voor Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE